

## OCCUPATION, PRISE DE TERRITOIRE, MISE EN COMMUN.

Au printemps 2006, plusieurs centaines de lycées et plus des trois quarts des 84 universités de France ont été bloqués ou «perturbés»; certains de ces espaces se sont trouvés alors investis et occupés. Le plus souvent, l'arrêt des cours est imposé par le barricadage des issues, les occupant-e-s se réappropriant ainsi l'espace libéré. Elles en font un lieu d'organisation de la lutte et se retrouvent du même coup face à la nécessité d'y organiser une vie collective. Toutefois, dans de nombreuses universités, l'occupation se fait avec l'accord plus ou moins formel de la présidence. Accord rarement donné de gaieté de cœur mais avec un discours souvent ambigu, à base de «*je comprends votre désaccord avec le CPE*» complété bien souvent par un «l'autorité sur l'université doit rester nôtre, ne créez pas de troubles, vous risqueriez de nuire à votre propre lutte». Position classique d'appel à la *citoyenneté* et à la *responsabilité* qui en réalité ne se contente pas de donner quelques conseils mais menace de faire intervenir la police en cas de problème, en cas de perte de contrôle... Car c'est bien de cela dont il s'agit : le contrôle sur les lieux doit rester aux institutions. Un peu partout, la présidence universitaire en profite donc pour poser des exigences qui font dès lors partie des principes de base de l'occupation. Malgré la puissance que donne l'occupation d'un lieu, ces exigences n'auront

pas toujours été dépassées, ou alors seulement après des jours et des semaines d'occupation (ces exigences vont de l'interdiction de dégrader les lieux, à l'autorisation d'occuper tel ou tel bâtiment uniquement sous certaines conditions). Par rapport aux mouvements étudiants passés (depuis la fin des années 1960 jusqu'à 1995, disons), ceci est une nouveauté dont on se serait bien passé... Cependant, la tentative de contrôle et de canalisation des occupant-e-s par la présidence (en cela très bien relayée par l'UNEF, par exemple) a généralement fini par échouer.

Dans une fac en grève, on va en AG, on fait des banderoles pour la manif, on prépare des actions. Occuper l'université ça implique aussi d'y manger, d'y dormir, d'y vivre ensemble. On ne va pas à la fac, on y est déjà. Le déroulement des activités du lieu est complètement chamboulé, les rapports sociaux transformés peu à peu. Vivre ensemble, ce n'est pas seulement partager des repas et des matelas, c'est expérimenter un peu d'auto-organisation, s'engager dans l'élaboration d'une communauté de lutte. La mise en place de tout cela modifie tellement l'habitude du rapport à l'université que le pouvoir de la présidence sur les occupant-e-s a pu fondre au fil du temps...

## **Vivre le blocage, rompre avec la vie administrée**

Le blocage avec occupation est un préalable pratique à l'organisation politique au sein du mouvement. Stratégiquement, il permet de supprimer un important moyen de pression de l'administration, celui du contrôle des présences et des absences. À partir du moment où les cours ne se tiennent plus, le problème de la pénalisation des absences se règle de lui-même. Voilà des milliers d'étudiant-e-s qui se retrouvent «sans occupation», constituant ainsi potentiellement une menace pour l'ordre social; sans «emploi du temps», la question de ce qui va pouvoir être vécu est comme libérée des évidences du cursus universitaire: prendre les transports, consommer ses cours, consommer

son repas au resto U, reprendre les transports, aller faire ses courses, consommer des loisirs étudiants... Au fond on est moins étudiant-e soi-même, la question de nos usages du temps se pose à plusieurs; quelque chose nous appartient en propre. Bien sûr, le temps de l'occupation aussi peut finir séquencé entre blocages matinaux, assemblées générales, travail en commission et projections, concerts, soirées alcoolisées... jouant ainsi la segmentation de nos vies en temps de travail et temps de loisir. Si la fête a pu prendre des formes propices à la décontraction et à la joie, et être en ce sens vécue comme une continuité de la lutte, elle a également assez souvent pris la forme des habituelles beuveries auxquelles se mêlent le conservatisme de la *catharsis* (la désinhibition temporaire renforçant les habituelles frustrations) et les classiques embrouilles. Alors on peut toujours concevoir l'occupation comme une fête permanente, mais si elle prend les formes conventionnelles des fêtes étudiantes, *bonjour l'ambiance...*

Mais cette temporalité ouvre malgré tout des possibilités. Les nuits se peuplent d'êtres inattendus et d'activités inouïes et quand l'esprit collectif est à la fête, ce n'est plus uniquement sur le mode dépressif de la soirée étudiante... Toutes ces distorsions du temps liées à la collectivisation du lieu ont pu constituer autant d'indices laissant à penser qu'il se passait bien quelque chose, qu'on vivait autre chose. On ne dort plus ou si peu, la vie nocturne ne se limite pas à une recombinaison de la «force de travail» en vue d'une nouvelle journée à se former ou à taffer: on discute, on bricole, on complot, dans une tension offensive et récalcitrante aux prescriptions de l'économie capitaliste... Animer nos nuits pour cesser d'être utile au fonctionnement de la machine et se préparer au contraire à la bloquer ça et là; défaire nos rythmes ordinaires et rompre avec la responsabilité citoyenne pour s'emparer de la rue dans l'attente d'en découdre dans la rue, avec les forces de l'ordre... Et de fait, la libération du temps segmenté a fait naître le désir d'une existence en commun (avec des moments de relâche ou de loisir aussi...).

Dans l'occupation il y a tant de choses à mettre en place, comme une urgence à inventer ou à mettre en commun des pratiques, des tactiques de dépassement de la survie. Occuper collectivement un lieu, c'est créer un espace vivable, et d'abord en pratique, en s'assurant d'un minimum de « confort » : il faut organiser la préparation des bouffes, les récups collectives sur les marchés ou les zones commerciales, la mise en place de couchages, le roulement pour le ménage, etc. Mais « vivable » on peut l'entendre aussi au sens où la vie qui s'y invente correspond à ce que nous avons envie de vivre. On se retrouve sur des pratiques communes plutôt que de se croiser en simples silhouettes au gré des changements de créneaux horaires. Les corps se lient, s'associent pour déplacer du mobilier, monter des cloisons ou ouvrir des portes, préparer des repas collectifs, réaménager l'espace, parler de nos révoltes communes, écrire des textes, envisager des moyens pour la lutte, etc. Des discussions informelles se déploient au fil de l'occupation, on tombe sur un sujet inattendu ou un problème imprévu, on rigole pas mal aussi ; une histoire commune se noue à mesure que la parole se libère (comme si les échanges se trouvaient retenus jusque là par l'ambiance glacée des cours et des inter-cours).

Quand la fac n'est plus un lieu de « travail » avec ses horaires et ses devoirs, sa hiérarchie et ses rôles figés, elle peut devenir un lieu propice à la subversion. En tout cas, ça nous semble en être une condition préalable. L'occupation d'université permet d'envisager la possibilité de dépasser les habitudes aliénantes de la vie étudiante. Elle permet la rencontre sous un angle plus politique, de manière moins neutre, moins creuse. C'est l'occasion de développer des pratiques d'auto-organisation, d'expérimenter des modes de fonctionnement collectif au quotidien, de diffuser toutes ces pratiques qui relèvent d'une certaine radicalité politique et qui pourtant se mettent en place relativement automatiquement, du fait de la nécessité qu'implique la situation. L'occupation de la fac intensifie les relations entre occupant-e-s sur les bases d'un conflit avec les institutions.

## Perspectives stratégiques : une prise de territoire

Le blocage, quand il assume sa forme confrontationnelle, c'est-à-dire avec présence physique pour empêcher les étudiant-e-s et personnels non grévistes d'entrer, nécessite de bonnes barricades, qui soient opérationnelles au matin. Certain-e-s ont alors trouvé une vocation de « bloqueur-e-s professionnel-le-s » et se levaient aux aurores pour être d'attaque dès 6h et tenir leurs piquets. Dans le même temps, les vigiles et les agents d'entretien étaient chargés de les démonter, de préférence la nuit quand les points de blocage n'étaient pas protégés. Ce petit jeu de montage-démontage est rapidement devenu quotidien. À Jussieu (Paris), on a même vu des étudiant-e-s s'épuiser de nouveau l'après midi, à démonter les barricades élevées au matin par « respect » pour le personnel... Avec l'occupation, des gens dorment sur place et s'arrangent pour que le lieu ne soit jamais vide ; il est impossible pour l'administration ou les flics de fermer le lieu sans l'expulser au préalable, et de ce fait on installe un rapport de force effectif : dès que les facs se sont trouvées occupées de nuit, l'administration ne donnait même plus l'ordre de retirer les tables et les chaises entassées aux portes. À Lyon, elle est allée jusqu'à décider l'emballage des caméras de vidéosurveillance du campus, de peur que les occupant-e-s, maîtres-ses des lieux, continuent à les défoncer les unes après les autres.

L'occupation, cependant, excède la nécessité pratique du blocage ; c'est une base pour organiser la lutte. Bloquer et occuper, c'est défendre le bâtiment où l'on vit, ce qui rend bien plus supportable de se prendre la tête avec des étudiant-e-s pressé-e-s de se rendre en cours à huit heures du mat', alors même qu'on a passé la nuit à discuter et « réaménager » la fac. Et ça marque une rupture dans l'implication dans le mouvement ; à partir de là, on y est entièrement, il ne s'agit plus du simple « manif-action-AG » et retour à la maison. Les questions qui se posent au quotidien ne sont plus du genre « qu'est-ce qu'il y a

comme cours au programme?» mais «qu'est-ce qu'on bloque demain?», autrement dit «comment j'occupe ma vie?» devient «comment je me la réapproprie?», ou plutôt «comment on s'en fait une en commun, plus intense, dans la lutte?». Le blocage avec occupation donne de la puissance à l'organisation et à l'extension de la mobilisation; mais précisément, cette forme tire sa pertinence et son efficacité de l'indifférenciation, de l'indistinction qu'elle tend à opérer dans le mouvement, entre  *vivre*  et  *lutter* . Occuper une fac pourrait permettre de s'inscrire dans une communauté de lutte qui se donne immédiatement une existence collective désirable et désirable.

Malgré le  *blocage*  de la fac, on a fait l'expérience d'une université ouverte vers l'extérieur, à ce qu'elle n'est pas habituellement, une université réinvestie, qui déborde et échappe à son enfermement. Il y avait la foule des concerts sauvages<sup>1</sup>, des situations et des histoires qui n'ont pas cours habituellement en salles de classe, avec la projection de films<sup>2</sup>, des discussions pour voir ce qu'on en retire ou ce qu'on peut en faire. Et des textes, des mots, une langue discordante, inassimilable par le discours professoral: dans plusieurs facs, la présence de distros ou d'infokiosques<sup>3</sup>, la diffusion d'affiches et de brochures subversives a été influente dans la formation d'une pensée du mouvement, qui le relaye, explore davantage ses implications politiques. Parfois, le campus était converti en terrain d'entraînement pour se préparer à

1 – Concerts qui n'avaient parfois pas grand chose de «sauvage», surtout quand les spectateur-e-s ne se déplaçaient que pour consommer un concert dans une salle un peu inhabituelle...

2 – Ont été projetés notamment «Les lascars du LEP électronique» (documentaire sur des jeunes d'un lycée technique de banlieue parisienne lors du mouvement contre la loi Devaquet en 1986), «Debout!» (documentaire sur les mouvements féministes depuis la fin des années 1960), «Busqueda piquetera» (documentaire sur les luttes sociales en Argentine depuis le début des années 2000), «The Weather Underground» (documentaire sur ce groupe révolutionnaire américain), «Détour»(Film sur le black bloc à Gênes)...

3 – Voir <http://infokiosques.net/>

réagir aux violences policières lors des manifs (à Lyon, sur le campus de Bron, un atelier «training en manif» s'est organisé fort opportunément à la veille des affrontements du 23 mars; des «joggings d'action» ou autres ateliers avec des exercices physiques ont eu lieu, par exemple à Dijon et Grenoble).

Avoir un lieu est essentiel pour que la mobilisation prenne de la consistance, pour que les différentes personnes engagées puissent se capter et développer les liens nécessaires à l'organisation d'actions communes. Les occupations les plus passionnantes ont été celles où il semblait évident que le lieu devait être ouvert également aux non-étudiant-e-s, en l'occurrence «à tou-te-s les précaires en lutte». À Paris (notamment à l'PEHESS), Caen, Grenoble, Lille, Montpellier, Strasbourg, etc. les occupations ont été partiellement conçues comme des espaces de convergence et de composition pour toutes les personnes en lutte. L'occasion de repenser nos vies et tenter de vivre de nos envies. Il paraît vain de se lamenter sur la précarité, le travail, si on ne se donne aucun moyen d'avoir une prise dessus: sans élaboration de vie collective, sans solidarité effective, celles et ceux qui bossaient avant le mouvement continuent de le faire parce qu'elles ont toujours leur loyer ou leur bouffe à payer, ou des comptes à rendre à leur parents pour celles et ceux qui en dépendent encore. Une occupation permet d'entrevoir un lieu où l'on peut s'organiser politiquement dans son sens le plus large en tendant vers l'autonomie; et de fait quelques personnes ont pu suspendre la course à l'intérim et autres contrats précaires l'espace d'un mois, pour faire autre chose. Mais la tendance lourde c'est que les facs occupées restaient dans l'ensemble peu accessibles aux salarié-e-s, à la jeunesse non étudiante et même aux lycéen-ne-s en lutte... l'élargissement du mouvement au-delà des étudiant-e-s n'a pas eu lieu.

Reste que la prise des locaux de la fac, par ce qu'elle permet d'échanges, ce qu'elle pose en terme de confrontation avec les institutions, par le changement d'intensité qu'elle commande, a été un élément déterminant de la radicalité du mouvement. Plus

une occupation est «visible» et plus elle a d'impact et inversement, l'intérêt de l'administration universitaire était de la rendre la plus discrète possible, la moins nuisible au bon déroulement du cours normal des choses. Un des enjeux consistait dès lors à tenir ensemble l'occupation, parfois massive, d'un lieu, parfois vaste, et la possibilité de le barricader la nuit ou face à une menace d'intervention policière<sup>1</sup>.

À Grenoble, les différents espaces de la galerie des amphis ont été convertis en sleep'in, en cuisine, en salles de projection vidéo ou de concert, en atelier de préparation de matériel de défense de la fac occupée, en salles de réunion-discussion, etc. Et ce détournement des grandes fonctionnalités du lieu s'est étendu, a en quelque sorte débordé : aux alentours les pubs ont été arrachées de leurs panneaux puis replacées une fois subverties ; des affiches politiques ont connu un sort similaire (sur le campus des placards de l'UNI appelaient à la grève, d'autres de l'UNEF reconnaissaient l'esprit de soumission inhérent à ce syndicat) ; les murs se sont peu à peu effacés derrière les graffitis... Un peu de gazon a même été arraché à l'ennui du décor universitaire et transformé en jardin potager par les occupant-e-s.

C'est peut-être justement parce qu'il est une des conditions nécessaires d'une lutte potentiellement victorieuse que le blocage a été un des fronts principaux sur lesquels ce mouvement a été

1 – Tout ceci dépendait de divers paramètres, comme l'effectif des personnes occupant la fac (c'était mieux d'être nombreux bien sûr, mais dans les cas d'occupation massive il est difficile d'éviter une infiltration policière ou autre... il faut alors être discret sur les projets d'action, etc.). Autre paramètre important, la configuration architecturale du lieu occupé : selon le nombre d'issues, la facilité à les barricader, la taille du lieu, etc., son occupation est plus ou moins aisée. S'il n'était pas souhaitable de «contrôler» les un-e-s et les autres, il paraissait évident qu'éviter les flics en civil, les indics, les journalistes, l'administration universitaire, ou les anti-bloqueur-e-s, facilitait la vie collective au sein de l'occupation.

attaqué (un autre étant la question de la casse) : les médias, l'administration et les diverses forces réactionnaires (UNI et compagnie) ont joint leurs efforts pour rendre cette pratique inacceptable, comme en témoigne l'apparition du mouvement dit «anti-bloqueur». Mais outre ces limitations externes, et malgré tout ce qui a pu se nouer autour des lieux occupés en termes de prise de consistance pour le mouvement, un certain nombre de limites internes se sont également dessinées au fil du temps et ont pu neutraliser certaines dynamiques naissantes.

D'abord, le squattage de la fac, en tant que tel, n'est pas une formule miracle. Au delà de l'injonction, il ne suffit pas d'installer des barricades et de se poser là pour faire des locaux occupés un «lieu de vie». La question, c'est évidemment aussi comment on habite cet espace. Parfois, les concerts tombent à plat, on sent bien que les projections sont là d'abord pour animer du vide. Et les choses ne se composent pas toujours au mieux entre les forces en présence : tout le monde ramène un peu de son monde là dedans, notamment le milieu étudiant et son inconsistance, ce qui donne entre autres des concerts consommés, des fêtes tristes, un manque de dynamique dans l'autogestion des lieux occupés, etc. En fait, c'est l'injonction même à «ouvrir un lieu de vie», comme valeur en soi, qui pose problème. L'occupation de la fac permettait de se regrouper, de s'organiser et de lancer des initiatives d'actions sur la ville, de préparer collectivement les manifs, etc. Elle a permis de constituer des bases pour la lutte. Le risque à ce niveau consistait à perdre de vue l'articulation entre occupation et mouvement, à vivre l'installation dans la fac occupée comme une fin, comme une «alternative» pratique à la vie moisie que l'on a d'habitude. Si ce réflexe est compréhensible, il est dangereux au sens où il fait l'impasse sur l'occupation comprise comme outil de la lutte... Si cette lutte est défaite, l'occupation tombe. Autrement dit, l'occupation ne peut se suffire à elle-même.

## L'occupation comme affrontement

Lors de ce mouvement, la plupart des lycées occupés l'ont été sans se soucier de l'avis de l'administration. La majorité des occupations de facultés, par contre, ont été autorisées par la présidence et légitimées par un vote en AG. Bien que les étudiant-e-s s'engagent dans le mouvement, il subsistait une crainte et un respect de l'administration, qui en a profité pour poser des conditions à l'occupation : limite du territoire effectivement occupable, « respect » des locaux et des conditions de sécurité... alors même que l'occupation, loin d'avoir été rendue possible par la prétendue sympathie de la présidence, dépendait d'abord d'un rapport de force favorable alors aux étudiant-e-s occupant-e-s. L'institution universitaire, garante de l'ordre au sein de l'établissement, tente autant que possible (et conformément à sa mission) de limiter les débordements en exerçant des pressions ; elle menace de faire appel à la police pour l'évacuation des lieux si le « contrat » n'est pas respecté, en particulier si des corps extérieurs s'invitent : roms, SDF, punks à chien, cailleras... Cette figure d'une invasion de l'université par ce qui lui est radicalement étranger a constitué un argument récurrent pour justifier le contrôle du lieu, la menace de sa fermeture.

Un contrat, même implicite, ça implique de demander l'aval de l'administration dès que l'organisation de la lutte nécessite de dépasser les conditions pré-établies, comme l'utilisation d'une nouvelle salle, d'un vidéo projecteur. Dès qu'on rentre dans une logique de contrat, il faut négocier sur tout. Le temps et l'énergie dépensés lors de ces négociations épuisent et sont incompatibles avec la mise en place d'un fonctionnement autogéré : occuper c'est d'abord déposséder l'administration. À Lyon la présidence avait promis de faire évacuer en cas d'occupation de nuit. L'UNEF a relayé. La fac a été occupée de nuit et ça a tenu (après une petite menace d'intervention des flics, une fermeture administrative et un petit bouclage policier quand même). Dès les jours suivants, la vidéo surveillance était mise hors service et

les murs se couvraient de phrases bizarres : « autonomie vaincra », « étudiants hors des facs », « étudiants diants, diants vous n'avez rien compris ». Sur Grenoble, l'occupation de la fac a été lancée également par une minorité d'étudiant-e-s, confrontée dès le lendemain à des ennuis avec les autorités universitaires (suite à des pillages de distributeurs de bouffe... dit-on). L'occupation a cessé pendant une nuit avant de repartir, cette fois avec l'accord de l'administration, sous plusieurs conditions... qui finiront, au fur et à mesure, par être totalement dépassées (malgré encore une fois l'insistance de l'UNEF pour continuer à respecter les consignes) – la galerie des amphis a fini par être taguée de partout et barricadée avec des parpaings cimentés... Les pratiques se radicalisent en même temps que les théories et les désirs nés dans le blocage (on va quand même pas pinailler sur le démontage d'une ou deux caméras alors qu'on prétend être en guerre avec l'État) et sur plusieurs sites, à mesure que le sentiment d'appropriation faisait son chemin, tous les petits interdits débiles posés par l'administration ont été dépassés... La puissance de l'occupation se mesurait à ce dépassement, et au fait que l'espace occupé devienne hermétique aux flics comme aux vigiles, aux anti-bloqueurs comme aux journalistes...

Dans plusieurs universités, la présidence a fait le coup de la solidarité la jouant copain-copine. Le mieux est alors de tirer partie de cette bonne volonté affichée, mais sans oublier que dès que le rapport de force s'inversera, la direction fera tout pour faire vider les lieux, quitte à appeler les flics. De toute façon, pour peu que la lutte soit un minimum porteuse de perspectives insurrectionnelles, la confrontation avec l'administration est inévitable, et la « sympathie » dont elle peut témoigner s'effrite rapidement. Tout comme les anti-bloqueur-e-s auraient dû être chassé-e-s des AG, la présidence, aussi « bienveillante » soit-elle, est à évincer de l'occupation, histoire de rompre avec la mise sous tutelle et l'infantilisation. En prenant la fac on sort de cet état de minorité dans lequel le fonctionnement ordinaire de l'université nous maintient.

L'université, si elle devient nôtre, est à protéger bien évidemment des flics mais aussi de tout ennemi politique. Et cette protection ne peut être déléguée. C'est aux occupant-e-s eux-mêmes de l'assurer. L'administration insiste auprès des occupant-e-s sur leur « responsabilité », leur « citoyenneté », de façon à ce que l'occupation ne nuise pas aux « normes » en vigueur sur la fac. Surtout les « normes de sécurité », c'est très important, ça, la « sécurité ». C'est pour ça que des vigiles sont censés rester sur la fac pour faire attention aux étudiant-e-s un peu égaré-e-s qui ont eu la lubie d'y installer leurs sacs de couchage. Mais aucun molosse engagé par l'administration n'a sa place dans notre environnement, même s'il se présente comme « cool » ou permissif au départ.

Il est souvent arrivé que le personnel technique de la fac soit invoqué comme argument pour restreindre la réappropriation des lieux : « ne pas taguer » pour ne pas surcharger le service de nettoyage, « ne pas faire la cuisine » parce qu'en cas d'incendie tel lampiste sera tenu pour responsable, etc. Ces prétextes ne sont que foutaises. Contrairement à la présidence, ces travailleur-e-s ne sont a priori pas des ennemi-e-s. En posant clairement le fait que désormais ce sont les occupant-e-s qui définissent les règles et en assumant les conséquences, les situations conflictuelles peuvent être évitées. L'occupation est une réappropriation, les occupant-e-s y posent leurs conditions, qui ne sont pas à négocier. L'agent qui malgré cela continue à vouloir suivre les règles fixées par l'administration se place de lui-même dans le camp opposé. Il devient un ennemi dès lors qu'il se constitue en obstacle à l'organisation de l'occupation, n'en déplaie aux occupant-e-s misérabilistes qui d'un coup se sont mis-es à s'intéresser aux conditions de travail des personnels de service, et à s'inquiéter de leur éventuel licenciement. Le plus étonnant, c'est que la plupart des contraintes et des rappels à l'ordre susceptibles de limiter l'impact des occupations n'ont pas été imposés de l'extérieur, mais plutôt activés sur le mode du réflexe citoyen ou de la servitude volontaire, comme rapport « normal » dans le carcan administré.

On a pointé les tentatives de contrôle par l'administration et ses vigiles ; or ces positions de garants de l'ordre ont été tenues d'abord par des étudiant-e-s. Fin mars, à Lyon, des occupant-e-s ayant pris connaissance de l'arrivée de lycéen-ne-s tapageurs désireux de composer avec le « mouvement étudiant » ont d'abord cherché à s'en protéger en leur refusant l'accès et en s'adressant à l'administration qui s'est empressée d'appeler la police. L'UNEF se fendra même d'un communiqué pour s'excuser des dégradations imaginaires commises lors de cet incident ridicule. Ce sont les mêmes qui en appellent à l'élargissement du mouvement au delà du corporatisme étudiant, qui supplient les salarié-e-s de les rejoindre et qui appellent les flics pour se défendre de lycéen-ne-s un peu trop remuant-e-s... De quoi veulent-ils se défendre ? Du dépassement du mouvement de sa forme revendicative ? De tels actes ne peuvent être que ceux d'imposteurs, de balances dangereuses pour notre lutte. Et des comportements analogues ont été observés dans d'autres villes. À Jussieu (Paris), des syndicalistes et autres bureaucrates ont refusé l'entrée à la fac aux occupant-e-s du collège de France sous prétexte qu'elles menaçaient le « respect des locaux ». Et de manière générale, les syndicats ont cherché à mettre en place des tours de garde non pas pour protéger les occupant-e-s d'ennemi-e-s extérieur-e-s mais de leurs propres « dérapages » (tags ou autre « dégradation »).

À l'épreuve de l'occupation on a pu assez rapidement identifier la configuration des hostilités, faire le compte de nos ennemi-e-s... Outre l'administration et ses sbires il y a les anti-bloqueur-e-s qui ont perturbé les occupations en quelques occasions. Sur plusieurs sites illes sont allé-e-s jusqu'à la confrontation physique, pour enlever les barricades et/ou attaquer les bloqueur-e-s (Paris, Poitiers, Rennes, Grenoble, ...); on peut inclure aussi ces parents d'élèves qui se battaient entre eux à la porte des lycées... Bref, en plus de mettre de l'animation, l'anti-bloqueur-e constitue l'ennemi par excellence, celui qui s'est organisé politiquement contre les grévistes. La plupart des anti-bloqueur-e-s n'arrêtaient pas d'en

appeler à la «démocratie» tout en méprisant les votes en leur défaveur, certain-e-s d'entre eux allant bien au delà du vote et de sa puissance de dés-intensification des conflits, pour en venir aux mains. Bref, illes ont finalement beaucoup de choses à apprendre aux étudiant-e-s un peu mous du mouvement, aux démocrates ou aux légalistes anti-CPE.

Le *bloqueur-garant-de-l'ordre*, que ce soit volontairement ou non, a constitué une figure plus sournoise et sans doute encore plus nuisible au mouvement. Ses ressorts peuvent être multiples: soif de pouvoir des petit-e-s bureaucrates, citoyenisme terne absorbé par les éponges de la démocratie; tout un contrôle social qui engluie même la communauté de lutte, et atténue tranquillement notre puissance de déstabilisation. Des syndicalistes gestionnaires qui veillent au strict respect des engagements pris envers l'administration, des profs qui viennent s'encanailler et se frotter au mouvement en continuant à bénéficier de leur aura et moulinent une version alternative de l'ordre universitaire. Ceci indique bien comment, en dépit de ce qui est affirmé dans les discours et esquissé en pratique, il y a un vieux fond de rappel à l'ordre qui a traversé les individus en permanence, une peur du désordre qui s'est trop souvent affirmée: une peur de l'inconnu, d'un dépassement trop engageant des habitudes confortables de nos vies aliénées.

Cette auto-limitation, on peut la lire aussi au plan de l'efficacité relative des blocages d'université, en termes économiques. Par exemple, les laboratoires de recherche et autres incubateurs d'entreprise n'ont pas été sabotés (à part à l'EHESS, à Paris) ni même durablement perturbés, au cours du printemps 2006. Une occupation d'université, si elle n'a pas exactement la puissance d'une occupation d'usine (avec l'arrêt de la production et les menaces économiques qu'elle constitue), pourrait s'y apparenter sur divers aspects. Stopper la production des titres scolaires (diplômes) ou, à défaut, se mobiliser pour que tout le monde ait ses examens, permettrait ainsi d'attaquer l'institution universitaire dans sa fonction de reproduction sociale (tout ce «hasard» qui

fait en sorte que les individus les mieux dotés «socialement», issus des classes supérieures, se retrouvent avec les meilleurs gâches). Mais il ne semble pas que les blocages de fac aient jamais visé explicitement la machine à sélectionner, à hiérarchiser et trier les étudiant-e-s. Partie remise.